

même du ministre. Un an plus tôt, la surtaxe avait été imposée de nouveau parce qu'elle se révélait nécessaire. En juin, elle disparaissait. Le ministre avait dit à ce propos:

Cette modification, qui s'ajoute à la suppression de la surtaxe de 3 p. 100, porte à 10 p. 100 la réduction effective de l'impôt des sociétés, par rapport au 1^{er} juillet dernier.

N'est-ce pas dépenser beaucoup d'énergie pour rien? En décembre 1970, un budget de la dernière heure était absolument indispensable pour reconduire la surtaxe de 3 p. 100 qui expirait. En juillet 1971, on l'a supprimé à grand fracas. Pourquoi l'a-t-on imposé en premier lieu? L'économie était aussi souffreteuse lorsque cette surtaxe a été imposée en décembre 1970. Ce fut fait pour que le gouvernement puisse dire: «Nous avons encore enlevé 3 p. 100. Voyez comme nous sommes des types bien. Nous avons diminué de 6 p. 100 l'impôt sur le revenu des particuliers depuis le 1^{er} juillet.» L'exposé budgétaire de juin de l'ex-ministre des Finances est bourré de toutes les bonnes choses que le gouvernement a faites et maintenant, l'économie est à la hausse. Pas étonnant que le portefeuille des Finances ait dû changer de mains. L'ex-ministre avait perdu toute crédibilité à la suite de ses déclarations d'octobre. C'est l'actuel ministre des Finances (M. Turner) qui doit prendre en main l'application de cette diminution d'impôt.

Je voudrais bien savoir quand le prochain budget va être déposé. Sera-ce avant que le premier ministre (M. Trudeau) invite Son Excellence à dissoudre les chambres? Va-t-on nous donner un budget pour que nous puissions voir que le déficit budgétaire, pour autant que je puisse en juger à l'heure actuelle, sera d'environ 1 milliard 200 millions? Va-t-on nous expliquer cela? Il ne faut pas oublier que c'est le contribuable canadien qui doit en faire les frais jusqu'au dernier sou, c'est-à-dire jusqu'à 18 milliards cette année, ce qui est la somme des dépenses de l'État. Et on se demande pourquoi l'économie canadienne souffre et gémit. Bien souvent le niveau élevé des impôts fait qu'entreprendre quelque chose n'en vaut pas la chandelle car, une main tendue vous en arrachera tout le profit. La politique du gouvernement a été d'encourager nos concitoyens à faire la queue pour recevoir des cadeaux.

• (1620)

On entend les gens dire que le gouvernement devrait faire ceci ou cela, qu'il devrait prendre en charge ceci ou cela. Comment obtient-il l'argent nécessaire sinon grâce aux impôts d'aujourd'hui et de demain? Le régime fiscal est d'autant plus injuste qu'il s'applique à ceux qui ont économisé d'une façon ou d'une autre et, par exemple, en cotisant à des régimes de retraite. Il suffit d'étudier le Régime de pensions du Canada à la lumière de l'augmentation du coût de la vie pour juger si ce régime est aussi bon actuellement que lors de sa création. Il est vrai que des clauses d'indexation reflètent l'augmentation du coût de la vie. Les prestations ont augmenté mais les cotisations encore bien davantage.

C'est aussi le cas pour l'assurance-chômage. Les prestations ont été relevées mais les cotisations également. Que se produit-il lorsque des employeurs cherchent à embaucher? Pourquoi les gens travailleraient-ils? La différence entre les salaires de beaucoup d'emplois et les revenus provenant d'autres sources est marginale.

M. Bécharde: Le député ne parle certainement pas sérieusement.

[L'hon. M. Lambert.]

L'hon. M. Lambert: Selon le député je ne parle pas sérieusement. Qu'il vienne à Edmonton et je le lui prouverai.

M. Bécharde: Je voulais dire que le député ne parlait pas sérieusement en disant cela.

L'hon. M. Lambert: Sérieusement? Questionnez n'importe quel chef d'entreprise ou quiconque travaillant dans le camionnage ou l'entreposage. Ils vous diront d'essayer de trouver de la main-d'œuvre aujourd'hui. Bien souvent le ministère de la Main-d'œuvre conseille aux gens de s'inscrire au chômage. J'ai moi-même entendu des gens dire: pourquoi prendrions-nous des risques en acceptant un emploi qui nous rapporte \$150 et où il nous faut travailler...

M. Bécharde: Est-ce là les conseils que vous leur donnez?

L'hon. M. Lambert: C'est bien là un mauvais conseil.

M. Bécharde: C'est pourquoi je dis que le député n'est pas sérieux.

L'hon. M. Lambert: C'est justement le genre de mentalité qui résulte de l'action du gouvernement dans tous les domaines. C'est la raison pour laquelle l'économie canadienne ne prospère pas. Les gens ont oublié ce que c'était que travailler. Si nous ne prenons pas des mesures en vue d'augmenter notre peu de productivité et de réduire le prix de revient à l'unité, nous allons voir peu à peu nos marchés d'outre-mer fléchir sérieusement.

Le secrétaire parlementaire sait ce qu'il en est de l'industrie des pâtes et papiers. Par suite de l'augmentation du prix de revient, pour toutes sortes de raisons, nous avons perdu bon nombre de nos marchés. Étant donné, en plus, les conséquences de la fluctuation du dollar, nous ne pouvons tout simplement plus soutenir la concurrence. Cela fait bien d'entasser nos marchandises dans des entrepôts et de nous vanter de pouvoir tant produire. Mais ce qui compte, c'est le prix. Tous les ans, les ventes baissent. Combien de fabriques de pâtes et papiers ont dû fermer leurs portes ou réduire considérablement leur production?

Voyez dans quelle situation se trouve notre industrie chimique lourde, qui est un autre exemple. A moins de pouvoir vendre ces produits et services, nous ne faisons que nous exposer à des frustrations, nous perdons notre temps, et aucun programme gouvernemental, aucune échappatoire, ne vont profiter vraiment au pays jusqu'à ce que nous nous décidions à lutter contre l'inflation en réduisant le prix de revient à l'unité, et à être ainsi mieux en mesure de soutenir la concurrence. A moins d'agir ainsi, nous nous berçons tout simplement d'illusions.

Je veux voir proposer des modifications fiscales qui provoqueront vraiment une augmentation de la production à un prix plus bas, ce qui nous permettra de mieux soutenir la concurrence. Au fur et à mesure qu'augmentera la productivité du Canada, nous n'aurons plus besoin de dépendre autant des importations. On parle beaucoup à l'heure actuelle de l'augmentation considérable du chiffre de nos exportations. Mais regardons le chiffre de nos importations. Il augmente plus rapidement encore. A ce propos, on n'a pas tant parlé de nos exportations de l'an dernier. Nous vivons dans un monde sans merci. Trop souvent, nous voyons pointer une lueur à l'horizon, une toute petite bougie, qu'on transforme soudain en un phare géant, tout puissant, hors de toute proportion avec ce qu'elle devrait être.